



Vue depuis l'Atomium sur le parc miniature *Mini-Europe* et sur une partie de Bruxelles.

BRUXELLES APPARTIENT AU MONDE : NOTES SUR LA CULTURE DANS UNE VILLE PASSIONNANTE

Theater aan zee (Théâtre-sur-Mer) est un festival de théâtre estival à Ostende qui a choisi Josse De Pauw¹, grande personnalité théâtrale flamande, comme directeur de son édition 2011. Il a fort bien accompli sa mission. De Pauw avait proposé entre autres d'utiliser comme approche de ce festival une photo prise en 1987 par une Française inconnue. On y aperçoit cinq grands talents qui devaient marquer de leur empreinte l'histoire nationale du cinéma, du théâtre et de la musique: Josse De Pauw y côtoie le chanteur Arno Hintjens, l'homme de théâtre Jan Decorte, le réalisateur Dominique De Ruddere et l'auteur / réalisateur Marc Didden. À l'époque, les cinq se retrouvaient régulièrement dans un établissement légendaire à l'ombre de la Bourse de Bruxelles, le fameux café Le Cocq. À l'occasion de cette édition de *Theater aan zee*, une nouvelle photo des mêmes protagonistes a été prise mais cette fois au café du Parc à Ostende.

Si la première photo était déjà chargée d'histoire, la seconde en révèle toute la signification. Ces Bruxellois types (même s'ils sont presque tous nés hors de Bruxelles) se sont frayé un chemin vers le sommet dans leur activité artistique. Ils se sont souvent rencontrés en cours de route. Il suffit de suivre d'un peu plus près la vie culturelle en Flandre pour découvrir combien elle est riche de collaborations mutuelles, d'influences réciproques et de pas mal de «complicité» au sein de ce groupe de désormais quinquagénaires avancés voire jeunes sexagénaires. On reconnaît aussi l'importance historique de ces «talents nationaux». Mais mis à part Arno, leur signification n'est réellement valorisée qu'en Flandre et à Bruxelles. Tout cela aide en grande partie à mieux saisir la zone de tension entre les deux communautés (néerlandophone et francophone) à Bruxelles.

Il est d'ailleurs parfaitement possible de faire un parallèle avec la chorégraphe wallonne Michèle-Anne De Mey, le réalisateur Jean-Jacques Andrien ou l'auteur dramatique Jean-Marie Piemme. S'ils sont considérés à juste titre comme de grands talents en Belgique francophone, ils demeurent quasiment inconnus en Flandre.

Les débats sur Bruxelles, sur ses frontières et sa gouvernance semblent interminables². Les questions institutionnelles ont été formulées depuis longtemps. Faut-il renforcer considérablement l'implication des communautés «flamande» et «française»? Faut-il faire disparaître oui ou non le niveau des dix-neuf communes (qui forment la Région de Bruxelles-Capitale)? Faut-il au contraire réunir toutes les compétences au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale? Faut-il déplacer des frontières? La réponse qui mettrait fin une fois pour toutes aux chamailleries n'existe pas. Même la bonne vieille tradition du compromis à la belge ne semble pas une option pour Bruxelles. Témoin la réaction désabusée d'un Bruxellois pourtant connu pour son caractère conciliant, le ministre des Affaires étrangères Steven Van Ackere, qui, en septembre 2011, disait son dépit de voir que le résultat des récentes négociations sur Bruxelles n'était qu'un «pas de souris».

En tout état de cause, la façon dont les gens veulent vivre dans les villes, où que ce soit, ne se laisse pas saisir en compromis institutionnels. On ne peut ignorer le passé, et la manière dont les gens vivent en commun ne se laisse pas dicter par toutes sortes de règles, décrets ou autres législations. Quel que soit le scénario, la ville en pâtit.

LA FLANDRE À BRUXELLES

On trouve un nombre étonnamment important de grands artistes internationaux qui travaillent en Belgique. Cela frappe même les esprits à l'étranger et on y cherche des explications. Comment comprendre que dans un si petit pays se trouvent réunis tant de grands talents artistiques? La majeure partie des ces artistes contemporains est originaire de Flandre. C'est une constatation délicate dans le contexte belge, même si les meilleurs organes de presse francophones ne cessent de reconnaître et de confirmer avec une certaine magnanimité les dons artistiques du voisin. Il y a actuellement des talents qui se sentent indiscutablement propulsés en avant par une plus grande autonomie flamande, par des subventions ayant atteint aujourd'hui un niveau décent et par les Flamands sans complexes qui n'hésitent plus à affirmer leur appartenance à une communauté.

On suppose souvent que Bruxelles serait la force motrice de ce phénomène et il y a en effet un certain nombre d'artistes de niveau international qui vivent et travaillent à Bruxelles. Mais il s'agit d'individus. Prenons l'exemple de la danse: Bruxelles est devenu une référence dans l'univers de la danse contemporaine. Le mérite en revient presque exclusivement à Anne Teresa De Keersmaecker avec sa compagnie *Rosas* et son école P.A.R.T.S.³. Dans son sillage, d'autres chorégraphes de très haut niveau ont choisi de travailler à Bruxelles. À quelques exceptions près, ils présentent leurs œuvres dans des salles subventionnées par la Flandre. Et la Flandre en tire avantage. La production culturelle flamande à Bruxelles profite d'un surplus d'attention, donc d'argent. Une qualité exceptionnelle constitue évidemment un argument de choix pour convaincre les décideurs financiers. Ces artistes et les institutions fort bien gérées avec leur public diversifié font que la Flandre garde une présence culturelle dominante à Bruxelles.

DEUX COMMUNAUTÉS, UNE VILLE

Est-ce que d'autres pouvoirs publics peuvent reprendre le rôle de soutien que joue la Flandre pour cette production artistique bruxelloise au sommet? La Région bruxelloise? Le gouvernement fédéral qui dispose de ses propres institutions culturelles, notamment

le théâtre de la Monnaie et le palais des Beaux-Arts? Si un simple relais entre les pouvoirs publics subventionnants n'a pas l'air trop complexe, il ne faut pas s'y tromper. Un subventionnement fait partie d'une politique culturelle et doit tenir compte des possibilités budgétaires. Un changement de logique influence la création même. Une modification des rapports entre le gouvernement flamand et les institutions culturelles flamandes à Bruxelles modifierait la vie culturelle même. Il n'en irait d'ailleurs pas autrement pour la vie culturelle francophone si les rapports avec la Communauté française devaient changer. Nous savons que les deux communautés sont, chacune à leur manière et avec beaucoup d'engagement, culturellement très actives à Bruxelles.

C'est pourquoi je m'étonne que lors des discussions récentes sur la réforme de l'État concernant Bruxelles, une chose que le partenaire flamand considère comme une concession semble un fait acquis pour le francophone. Tout au long des débats, «plus d'argent pour Bruxelles» a été une demande francophone. Aux yeux des Flamands, il s'agit d'une concession. Guido Fonteyn, journaliste flamand mais fin connaisseur de la Wallonie, n'arrive cependant pas à comprendre. Dans le quotidien flamand *De Standaard* du 20 août 2010, il rappelait aux négociateurs: «C'est aussi la capitale flamande. Et si la capitale a besoin de plus d'argent, il ne faut pas que ce soit considéré exclusivement comme un bénéfice pour les francophones».

COMMUNAUTÉS OU RÉGION BRUXELLOISE ?

Quel sens cela a-t-il ou cela n'a-t-il pas de considérer Bruxelles avant tout comme un lieu de collaboration entre deux communautés? La «cohabitation difficile» à Bruxelles est en fait un phénomène relativement récent. Il fut un temps où la question ne se posait pas, mais c'était à la fin des années 1970 et plus encore dans les légendaires années 1980. En tant que Flamand on travaillait plutôt de manière solitaire à Bruxelles. Si on collaborait sans difficultés avec de nombreuses institutions francophones, on n'appelait pas cela de la collaboration: on travaillait tout simplement.

Deux choses ont changé au cours des dernières années.

Primo: durant les dernières décennies, la vie culturelle flamande a connu un développement phénoménal. À l'origine de cet essor, les réformes de l'État, un subventionnement nettement plus consistant et des talents incisifs et sans complexes. Les initiatives culturelles flamandes cherchaient à rayonner dans toute la capitale. De peur de se voir refoulé dans un ghetto flamand considéré, il est vrai, comme «sympa» par les autres, un groupe d'institutions dynamiques recherchait la collaboration entre les communautés, surtout par souci d'en faire partie. Un phénomène apparemment très réconfortant dans un pays déchiré. Mais cette collaboration à tout prix risquait d'être érigée en dogme. Elle ressemblait un peu à un ordre de marche incluant implicitement une négation de la réalité dans la ville même, où la plupart des habitants maintenaient avec acharnement leur refus de voir l'autre communauté.

Que les organisations culturelles flamandes soient à peu près les seules à clamer haut et fort la nécessité de coopérer, ne doit pas étonner. Du point de vue d'une minorité, c'est une manière élégante de se faire valoir et d'être un acteur de poids dans la métropole. Aussi n'y a-t-il pas une seule initiative culturelle francophone pour approuver sans réserve l'évidence d'une telle coopération et passer ensuite sans commentaire à l'ordre du jour. Dans *De Standaard* du 7 septembre 2010, Eric Corijn ne laisse pas le moindre doute: «Ce sont précisément ces Flamands adeptes du plurilinguisme et du cosmopolitisme - la majorité - qui contribuent le plus à cette conception citadine». Cette «majorité» de «pas même 100 000 Flamands»

(chiffré cité dans le même article) ne constitue, il est vrai, que quelque dix pour cent de tous les habitants bruxellois.

Il existe deux positions «officielles» sur Bruxelles: la Communauté flamande voit en Bruxelles une ville à gérer en commun par les deux communautés, tandis que les francophones considèrent Bruxelles comme une région autonome à part entière, y compris en ce qui concerne les compétences culturelles. Rudy Demotte, ministre-président de la Région wallonne et de la Communauté française, n'a laissé planer aucune ambiguïté quand, questionné pour *De Standaard* du 28 août 2010 sur le rôle dévolu aux communautés à Bruxelles, il a répondu sans détours: «Personnellement, je pense qu'une Région suffit». Presque en écho, le vice-président de la Région wallonne Jean-Claude Marcourt déclarera dans le magazine flamand *Knack* du 27 juillet 2011: «... Je suis partisan d'une Belgique fédérale à trois Régions»⁴. À la question de *Knack* de savoir s'il préfère dès lors voir disparaître les communautés, il répondra par un hochement de tête affirmatif.

Le second élément qui a évolué au fil de ces dernières années est que les créateurs et artistes en tous genres ne se préoccupent pas trop de la «bonne cause». Ils travaillent. Et ce travail demeure le cœur de toute activité artistique ou culturelle. Aujourd'hui tout comme hier. Ce serait donc une erreur grossière d'accabler d'un sentiment de culpabilité les artistes ou les institutions qui ne suivraient pas l'injonction de coopération.

PLUS DE QUARANTE GOUVERNANTS COMPÉTENTS EN MATIÈRE DE CULTURE

Faut-il s'étonner que la coopération structurelle organisée par les pouvoirs publics flamands et francophones ne fonctionne pas? Toute tentative de faire coopérer à parts égales des pouvoirs différents, a un impact sur le fonctionnement même. Aussi honorable que puisse être l'intention d'organiser ensemble des soirées culturelles, la réalisation concrète est un échec. Dans les approches différentes de l'organisation de l'offre culturelle se reflètent les conceptions opposées sur l'administration de la capitale. La plus-value que l'on a apparemment à portée de la main ne se concrétise pas. Philippe Van Parijs, philosophe et économiste, en parlait déjà en 2004: «Se voir dominé par un petit État (la Belgique) est déjà suffisamment grave, mais se voir dominé par deux petits États sans cesse impliqués dans des rivalités réciproques (la Flandre et la Wallonie) ne peut produire rien de bon et certainement pas une gouvernance efficace». Et pourtant, ils sont bien nombreux à Bruxelles, ceux qui ont leur mot à dire en matière de culture. «Des recherches récentes révèlent même qu'à Bruxelles pas moins de 41 ministres, secrétaires d'État ou échevins exercent des compétences culturelles», notait le professeur Hendrik Vuye dans *De Standaard* du 17 août 2010. Cela fait beaucoup de monde qui risque de ne pas vouloir céder le moindre pouce de terrain à autrui. Et la logique des choses implique qu'un contexte pareil constitue vite un frein pour tout esprit entreprenant et passionné dans le domaine des activités culturelles. L'ambition artistique dégénère alors très vite en mégalomanie.

Un opérateur culturel ne peut jouer correctement son rôle que si son action s'inscrit dans une politique claire et transparente. Les institutions flamandes et francophones à Bruxelles ressortissent chacune à une communauté et intègrent leur fonctionnement dans la politique culturelle de ces pouvoirs respectifs. De même les institutions fédérales n'ont-elles qu'une seule autorité de tutelle: le gouvernement fédéral. Cependant, cela n'empêche pas certains pouvoirs d'accorder, par exemple sur la base d'un projet concret, un soutien spécifique à des institutions gérées par d'autres pouvoirs.

Des institutions culturelles flamandes à Bruxelles en donnent peut-être les exemples les plus manifestes. *Kaaitheater*, *Beursschouwburg*, *KVS* (Théâtre royal flamand) et *L'Ancienne Belgique* sont des institutions gérées par la Flandre et subventionnées dans le cadre du décret flamand sur les Arts. Aux termes de ce décret, elles ont un profil clair dans la ville actuelle, multiculturelle et cosmopolite. Sur leurs scènes, des artistes de tous les coins du monde évoluent devant un public très mélangé, représentatif de la population bruxelloise. Ces institutions ne sont quasiment plus perçues comme flamandes, mais bien comme bruxelloises. Pas une cause de souci, d'ailleurs, pour ces extérieurs à partir du moment où ces institutions proposent des productions de qualité.

Reste qu'une maison culturelle francophone définit cette réalité citadine d'une autre manière que son pendant flamand. La plupart des théâtres francophones l'envisagent en effet d'abord comme une réalité francophone et ensuite seulement comme un fait multiculturel. Une institution flamande ne la voit plus que comme multiculturelle et a cessé depuis longtemps de la considérer comme une réalité essentiellement flamande. Une nuance cependant: il va quasiment de soi que les nouveaux Belges deviennent «francophones», des gens qui parlent français, et pour lesquels les frontières de la ville n'ont aucune importance. Dans la petite ville de Asse dans le Brabant flamand, un échevin de l'administration communale déclarait: «... Ce n'est plus la francisation qui progresse, mais bien la présence d'étrangers et, en conséquence, la «dénéerlandisation»» (*De Standaard*, 5 janvier 2011).

UNE INTERNATIONALISATION GALOPANTE

En fait, concevoir la métropole Bruxelles comme interculturelle et mélange de populations est dorénavant insuffisant. À plus forte raison si cette métropole se contente, en actes et en pensée, de deux communautés et une région. Désormais, la réalité est internationale. La deuxième langue est l'anglais, le caractère de Bruxelles et de sa périphérie devient international.

Cette réalité n'a pas grand-chose à voir avec ce petit territoire de conflit communautaire enserré dans ses limites urbaines bétonnées. Ne fût-ce que par l'extension incessante de l'Union européenne, Bruxelles devient de plus en plus une ville internationale. Comme un aimant, elle attire diverses organisations internationales. Du fait des nombreux pays et régions qui ne manquent pas de vouloir acquérir une bonne visibilité - notamment culturelle - dans la ville, la composition de la population bruxelloise évolue très rapidement. Il y a aussi une grande communauté d'allochtones qui rattrapent à grands pas leur retard social. Mais en même temps, des groupes entiers sont socialement laissés pour compte et les chiffres de la pauvreté augmentent de façon alarmante. Tout cela donne à cette ville une dynamique totalement différente du reste de l'Europe. C'est de toute façon une autre histoire que la *Brussels Metropolitan Region* dont l'intérêt ne dépasse pas le terrain économique. Encore qu'il était frappant que dans sa note de formation du 4 juillet 2011 Elio di Rupo proposait de créer un niveau supplémentaire, la «communauté métropolitaine» (qui engloberait la *Metropolitan Region*). Et cela a été accepté par l'ensemble des partis réunis à la table des négociations lors des importantes discussions sur la réforme de l'État en septembre 2011. Ainsi donc, nous voici en Belgique avec un niveau de pouvoir supplémentaire. Néanmoins, la façon dont les gens bougent, exercent une activité ou se fixent ne se laisse pas prescrire par un accord politique quelconque. Les nouveaux habitants originaires de nombreux pays européens ne peuvent voir leur mode d'existence dicté par un tel accord.

Dans tous les scénarios imaginables, cette ville internationale ne peut qu'intéresser la Flandre, ne fût-ce que parce qu'elle s'étend vers la périphérie bruxelloise. Dans une tribune publiée par le quotidien *De Morgen* le 3 avril 2010, l'écrivain flamand Stefan Hertmans disait: «Entre-temps, le Bruxelles qui m'est cher se développe et devient une ville contemporaine complexe dans un monde globalisé, il présente dix visages et cent réalités et la périphérie est en train de s'internationaliser à une cadence incroyable.»

BRUXELLES DE PAIR AVEC L'EUROPE

Bruxelles doit jouer le coup à fond. Dans ce sens, on aboutit automatiquement au niveau de la Région. Avec deux communautés qui, moyennant des accords dûment rédigés et signés, s'y engagent également à fond et avec générosité. Avec chacune son propre agenda pour autant qu'il s'insère dans la ville. Et le cas échéant, dans la foulée des accords conclus, au sein d'une multiplicité d'accords avec d'autres acteurs et d'autres instances de pouvoir.

Et l'Europe dans tout cela? «...Dans tous les scénarios imaginables, cette ville internationale ne peut qu'intéresser la Flandre», disait encore Eric Corijn dans *De Standaard* du 9 septembre 2010. Et j'y ajoute avec grande conviction: la périphérie de Bruxelles. À travers les arts et la culture, l'internationalisation de Bruxelles et de sa périphérie prend aussi un visage.

L'ambition du grand projet européen est un modèle de cohabitation entre communautés. Car si l'Europe représente quelque chose, c'est bien une notion culturelle. Bruxelles est la capitale de l'Europe. Il me semble impensable que l'Europe demeure indifférente envers sa capitale. Impliquons l'Europe dans la gestion de cette Région. Que l'Europe participe au gouvernement de sa capitale!

J'espère une Région bruxelloise et européenne dans laquelle se nicheraient les nombreuses communautés pour conférer à cette ville, de façon équilibrée et complémentaire, la grandeur qui lui revient. Ce qui signifie aussi: pour rendre possibles de grands projets avec ces quelques grands artistes qui produisent des œuvres à la mesure de la grandeur et de la spécificité de Bruxelles. Quoique leurs ateliers demeurent parfois bien cachés, leur œuvre saisit la ville et contribue à la modeler. Ce sont eux surtout qui manifestent clairement que Bruxelles appartient au monde.

Hugo De Greef

Expert culturel.

hugo.de.greef@skynet.be

Traduit du néerlandais par Michel Perquy.

Notes :

- 1 Voir *Septentrion*, XL, n° 3, 2011, pp. 50-55.
- 2 Voir l'article de Philippe Van Parijs paru dans *Septentrion*, XXXVIII, n° 1, 2009, pp. 5-12.
- 3 Voir *Septentrion*, XXXI, n° 3, 2002, pp. 68-70.
- 4 La Flandre, la Wallonie et Bruxelles (note de la rédaction).